

## Éléments de conjoncture sur la construction Région Centre Val de Loire

25 mai 2016

Sources : DREAL Centre-Val de Loire/SEEVAC/DVDEC et CER BTP  
CGDD – SoeS - [Sit@del2](mailto:Sit@del2) (données arrondies à la centaine et en date réelle)

### Quelques signes encourageants en 2015

*Dans la construction, l'activité se rétablit en région Centre Val de Loire. En 2015, le nombre de logements autorisés est en hausse grâce au logement collectif. Suivant la même tendance, la construction de locaux non résidentiels augmente et les mises en vente repartent. Mais, cette année encore, le secteur des travaux publics est à la peine.*

### Construction neuve : un léger mieux

**En Centre-Val de Loire, le nombre de logements autorisés en 2015 s'établit à 10 400. Cette hausse de 7 % par rapport à 2014 est plus importante que celle relevée nationalement (figure 1 et 3).** En région, l'augmentation est due à la **forte progression du nombre de logements collectifs**. Elle fait suite à cinq années de baisse annuelle moyenne de 6,9 %.

En 2015, 4 533 logements collectifs ont été autorisés. Ce niveau n'atteint pas, pour autant, celui de 2013 (4 652), mais est supérieur de plus de 37 % à celui de l'année précédente. En effet, en 2014, ce nombre avait atteint son niveau le plus bas depuis 2005, soit une chute d'environ 40 % sur 10 ans.

Le nombre de logements individuels autorisés est en baisse de 9,5 % par rapport à l'année précédente et s'établit à 5 847.

Les départements du Loiret et de l'Indre-et-Loire totalisent un peu plus des deux tiers des logements autorisés. La hausse est particulièrement nette dans les départements de l'Indre-et-Loire, de l'Indre et du Loiret, plus modérée en Eure-et-Loir.

**Dans le Cher et le Loir-et-Cher, la situation continue de se dégrader, en recul respectivement de 7,3 % et 24,5 %.** Pour le Loir-et-Cher, les données du premier trimestre 2016 confirment cette tendance.

L'évolution des autorisations de construire n'ont pas eu d'effets sur les mises en chantier qui se replient de 5,8 %, soit 9 400 logements commencés. **Cette baisse continue depuis 2011 en Centre-Val de Loire se démarque de la légère reprise observée nationalement (+ 1,6 %).** Poursuivant la tendance relevée en région en 2014, le nombre de logements collectifs commencés diminue de 3,2 % sur l'année. La construction de maisons neuves affiche un recul nettement plus prononcé : de 7,8 % sur un an, 25 % sur deux ans.

Le Loiret et l'Indre-et-Loire concentrent plus de 60 % des mises en chantier. **Tous les départements sont orientés à la baisse**, sauf l'Eure-et-Loir qui bénéficie probablement de sa proximité avec l'Île-de-France.

La construction de près de 1,35 million de mètres carrés de locaux non résidentiels a été autorisée en 2015 (figures 2 et 4) en région Centre Val de Loire. Cela correspond à une hausse de 8,9 % sur un an, supérieure à l'évolution nationale (+ 5,2 %).

La construction de locaux privés, représentant près des neuf dixièmes de la surface totale autorisée, est orientée à la hausse, à l'exception de surfaces de bureaux ou celles liées à une exploitation agricole ou forestière. Le secteur public dans son ensemble recule de 40 %, après un repli de 9 % en 2014.

En 2015, **les mises en chantier de locaux** représentent 0,9 million de mètres carrés, **en diminution d'environ 23 % par rapport à l'année précédente.**

### Travaux publics : la baisse de l'activité se poursuit

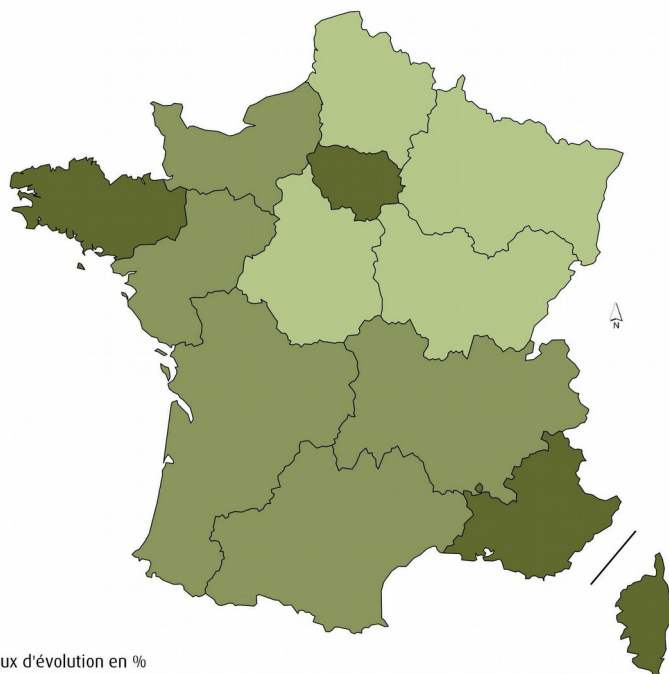
**L'année 2015 est marquée par une baisse de l'activité d'environ 10 % en Centre-Val de Loire.** Tous les indicateurs sont au rouge : la situation des entreprises est jugée très préoccupante par les professionnels du secteur. **Cependant pour 2016, on peut voir quelques prémices d'amélioration** mais pas d'inversion nette de tendance.

À noter que le carnet de commandes des entreprises de travaux publics dépend à 70 % des dotations publiques.

## Évolution de logements par région métropolitaine (variation des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)

Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin mars 2016

Logements autorisés

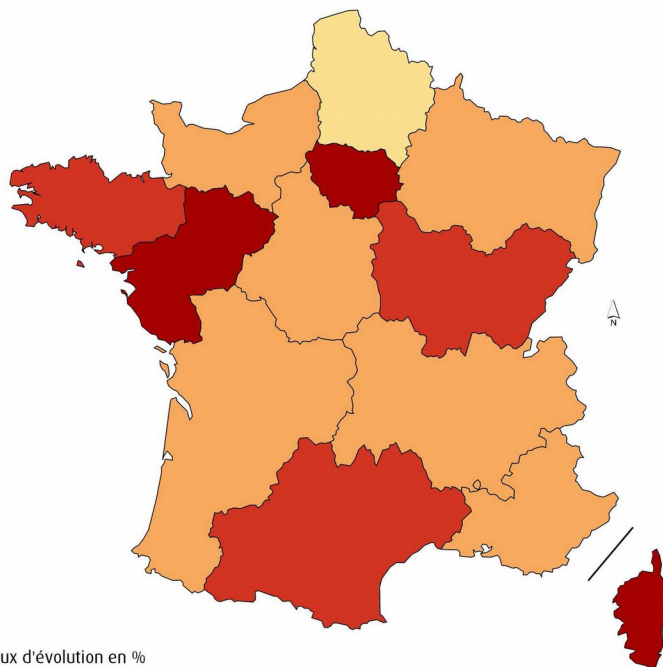


Taux d'évolution en %

- Supérieur à 10
- Entre 0 et 10
- Entre -10 et 0
- Inférieur à -10

0 50 100 km

Logements commencés



Taux d'évolution en %

- Supérieur à 10
- Entre 0 et 10
- Entre -10 et 0
- Inférieur à -10

0 50 100 km

Logements autorisés par département

en %

	Logements en 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1)
Cher	600	-7,3	-18,3
Eure-et-Loir	1 700	3,3	-8,1
Indre	500	16,3	-15,7
Indre-et-Loire	3 600	20,5	-3,1
Loir-et-Cher	900	-24,5	-7,5
Loiret	3 100	9,1	-3,2
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>10 400</b>	<b>6,8</b>	<b>-6,9</b>
France métropolitaine	372 200	3,8	-0,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.  
Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2, extraction au 13 avril 2016.

Logements commencés par département

en %

	Logements en 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1)
Cher	600	-4,2	-17,8
Eure-et-Loir	1 500	8,1	-1,9
Indre	500	-11,3	-8,4
Indre-et-Loire	3 000	-6,5	-1,2
Loir-et-Cher	1 000	-5,9	-8,4
Loiret	2 800	-10,6	-2,7
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>9 400</b>	<b>-5,8</b>	<b>-4,7</b>
France métropolitaine	335 400	1,6	-0,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.  
Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2, extraction au 13 avril 2016.

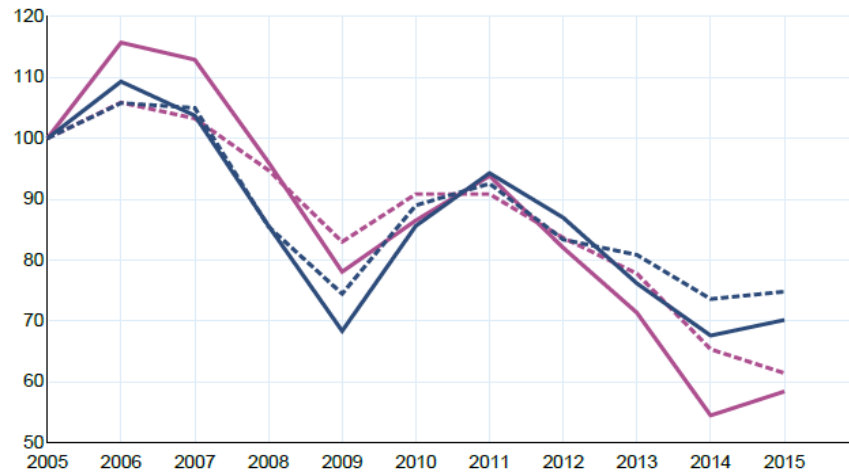
Figure 1

Figure 2

### Évolution de la construction de logements

- Logements autorisés - Centre-Val de Loire
- Logements commencés - Centre-Val de Loire
- Logements autorisés - France métropolitaine
- Logements commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005

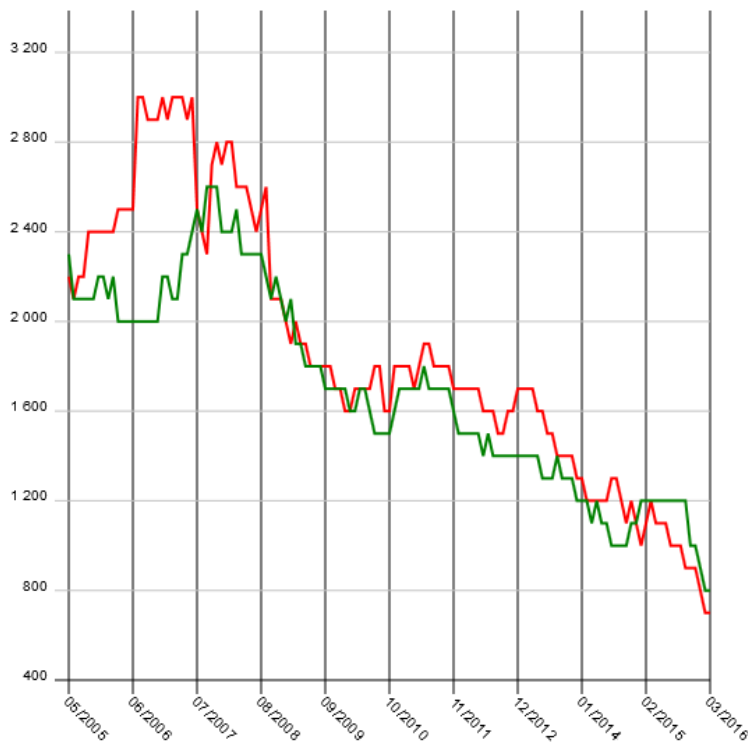


Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.  
Champ : logements individuels et collectifs.

Source : SOeS, Sit@del2, extraction au 13 avril 2016.

### Zoom sur le Loir-et-Cher (41)

Construction de logements - Résultats mensuels par département



- Série 001761759 : Nombre de logements autorisés - Cumul sur douze mois - Total - Loir-et-Cher - Estimations en date réelle
- Série 001761855 : Nombre de logements commencés - Cumul sur douze mois - Total - Loir-et-Cher - Estimations en date réelle

## Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

en %

	Centre-Val de Loire			France métropolitaine	
	Surfaces autorisées en 2015 (en milliers de m <sup>2</sup> )	Évolution 2015/2014	Évolution moyenne annuelle 2014/2009 (1)	Évolution 2015/2014	Évolution moyenne annuelle 2014/2009 (1)
Artisanat	56	24,0	1,7	-6,3	3,1
Bureaux	119	-10,2	-1,5	4,7	-0,3
Commerce	163	3,5	-1,8	1,9	-3,4
Entrepôt	375	113,6	-2,9	8,2	1,4
Exploitation agricole ou forestière	286	-7,9	-10,5	15,4	-7,2
Hébergement hôtelier	29	86,3	5,2	32,8	-2,7
Industrie	163	18,4	-20,7	3,2	-3,6
Service public ou d'intérêt collectif	157	-40,4	0,4	-11,7	-5,5
<b>Ensemble</b>	<b>1 378 564</b>	<b>2,1</b>	<b>-12,8</b>	<b>-1,9</b>	<b>-4,2</b>

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires en date réelle.

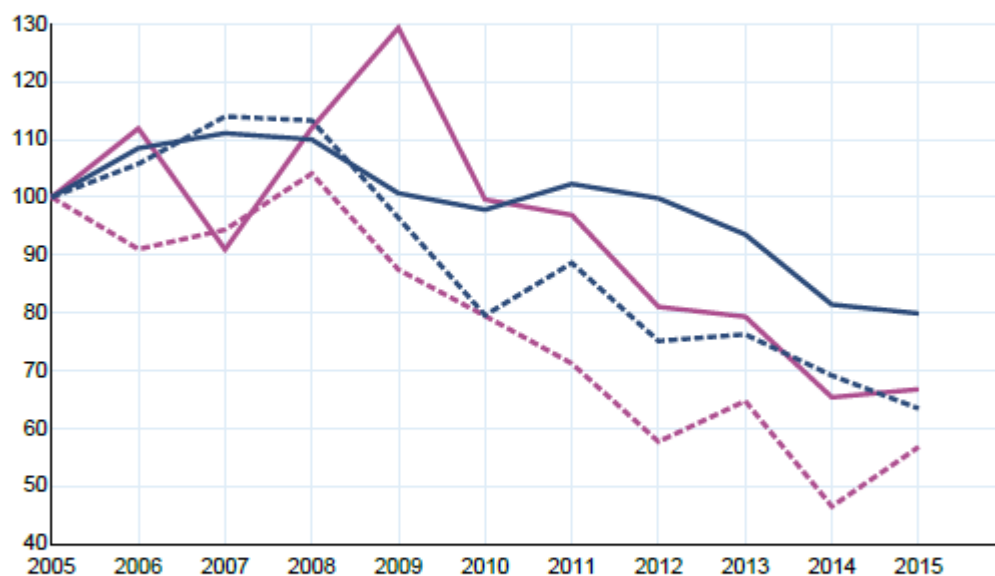
Source : SOeS, Sit@del2, extraction au 13 avril 2016.

Figure 3

## Évolution de la construction de locaux non résidentiels

- Locaux autorisés - Centre-Val de Loire
- - Locaux commencés - Centre-Val de Loire
- Locaux autorisés - France métropolitaine
- - Locaux commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2, extraction au 13 avril 2016.

Figure 4

### **N.B. : Méthodologie et source des données**

La base de données Sit@del2 rassemble les informations relatives aux **autorisations de construire** (permis accordés) et aux **mises en chantier transmises par les services instructeurs** (État, collectivités territoriales) au service statistique du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE). Les mouvements relatifs à la vie du permis (dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, déclarations d'ouverture de chantier, déclarations d'achèvement des travaux) sont exploités à des fins statistiques.

Les séries de la construction utilisées pour la conjoncture et le bilan économique sont élaborées à partir de cette base.

En matière de logement, **les séries d'estimations en date réelle sont produites mensuellement** pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Elles visent à retracer dès le mois suivant, l'ensemble des événements à leur date réelle. Sur la base des données collectées, **les séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée**. Ces séries sont actualisées chaque mois pour prendre en compte les informations les plus récentes. Les estimations en date réelle corrigent des éventuels défauts de collecte des déclarations d'ouverture de chantier.

Pour les locaux non résidentiels, les séries de surface de plancher **en date de prise en compte** permettent le **suivi conjoncturel** de ce secteur. Elles agrègent les informations issues des permis (autorisés, commencés, etc.) selon la date d'enregistrement de la donnée dans l'application Sit@del2.

Les séries de surface de plancher **en date réelle** sont utilisées pour les **études structurelles**.

L'information est restituée selon la date effective de l'autorisation ou de la date de la mise en chantier. Ces séries sont présentées nettes des annulations et ne comportent pas d'estimations : **elles minorent donc la réalité, spécialement pour les mois de collecte les plus récents**.